L'abandon du nucléaire

L'Allemagne redéfinit sa politique énergétique

François Talcy*

» Le tremblement de terre et le tsunami japonais du mois de mars 2011 ont provoqué un véritable séisme en Allemagne. Moins de trois mois après la catastrophe, le gouvernement de Berlin a procédé à une refonte totale de sa politique énergétique, n'hésitant pas à définir un calendrier de sortie du nucléaire sur une dizaine d'années.

Ausstieg aus der Atomkraft

Eine Zusammenfassung der politischen Entscheidungen zum Ausstieg Deutschlands aus der Atomkraft von den Regierungen Schröder bis Merkel mit einem Blick nach Frankreich. Red.

Le 6 juin 2011 fera date dans l'histoire de l'Allemagne : la coalition chrétienne-libérale de la chancelière Angela Merkel décide d'abandonner la filière nucléaire, un peu plus de six mois après avoir remis en cause les décisions de son prédécesseur, Gerhard Schröder, prises avec les Verts en 2000. Un revirement spectaculaire qui s'est fait très rapidement en plusieurs étapes au lendemain de la catastrophe de Fukushima. Dans un premier temps, trois jours seulement après le drame japonais, Berlin annonce l'organisation d'un débat sur la question avec les partis de l'opposition, puis décide un moratoire de trois mois pour les sept centrales les plus vieilles du pays (dont la durée de vie devait être prolongée de huit années). Une huitième, déjà fermée depuis 2007, reste inutilisée. Une commission d'éthique est mise en place pour élaborer un rapport, présenté dès le 30 mai, dans lequel les experts parviennent à la conclusion qu'une fermeture définitive de toutes les centrales (qui représentent actuellement 23 % de la production d'électricité, contre 76 % en France) ne poserait pas de problème au pays. A condition bien sûr de trouver des alternatives. Depuis les années 1990, l'Allemagne a certes l'ambition déclarée d'être à la pointe du progrès dans le développement des énergies renouvelables et dans la réduction des émissions de CO_2. Sans le nucléaire, le défi est de taille : l'Allemagne produit en effet en moyenne 600 grammes de CO_2 par kilowatt/heure (kWh), contre seulement 90 en France et elle s'est engagée, comme les autres pays européens, à réduire ses émissions, afin qu'elles soient en 2020 de 40 % inférieures à ce qu'elles étaient en 1990. Or, les résultats de 2010 ont été supérieurs de 4,8 % à ceux de l'année précédente.

De nouvelles centrales (polluantes) fonctionnant à la houille et au lignite vont devoir compléter la production d'électricité fournie par le vent ou la biomasse. Parmi les lois formulées par le gouvernement pour accompagner la sortie du nucléaire d'ici 2022, certaines font déjà l'objet de critiques : car le virage opéré le 6 juin ne répond pas à toutes les questions et le document de 700 pages (3,5 kilos) doit encore être lu dans tous ses détails par l'opposition. Le recours au gaz par exemple n'est pas bon marché et il est vivement critiqué par les populations ; l'énergie éolienne va demander d'énormes investissements, surtout si les centrales sont construites en haute mer et que l'énergie devra être acheminée vers le Sud du pays grâce à 4450 kilomètres de réseaux qui n'existent pas encore ; les grands groupes énergétiques (RWE, *Eon, Vattenfall,* EnBW qui représentent encore 7 % des parts de marché) regrettent de ne pas avoir été as-

* François Talcy est journaliste indépendant.

sociés aux décisions du gouvernement, alors qu'ils sont les seuls à pouvoir financer les infrastructures de demain. Certains craignent une trop grande dépendance énergétique par rapport au pétrole, mais aussi par rapport au gaz naturel en provenance de Russie, avant que la révolution verte ne devienne réalité : la Fédération des énergies renouvelables table sur un taux de 50 % de la production d'électricité d'ici 2020, les plus optimistes avancent le chiffre de 80 % en 2050, d'autres, plus réalistes, prévoient 35 % dans dix ans. Et comment l'Allemagne réagira-t-elle dans l'hypothèse d'un hiver rigoureux ? Le ministère de l'Environnement se veut rassurant, met en valeur les efforts déployés pour l'isolation thermique des bâtiments (1,5 milliards d'aides à partir de 2012 et vraisemblablement déductions fiscales de 10 % des frais d'assainissement à partir de 2013) ou le développement de véhicules électriques. La taxe sur l'atome, qui devait rapporter 2,3 milliards d'euros par an jusqu'à 2016 à raison de 150 millions par centrale nucléaire, ne rapportera que 1,3 millions.

Une grande question reste à l'ordre du jour : que faire des déchets nucléaires, retraités en France à La Hague, et rapportés en Allemagne sur un site provisoire au prix de sérieuses démêlées entre manifestants anti-nucléaires et les forces de police tout le long du trajet emprunté par les conteneurs Castor. La sortie du nucléaire ne signifie pas la fin de ces transports. Des manifestations sont déjà annoncées pour le prochain voyage. Quant au débat sur le site définitif, il doit être relancé, alors que les analyses du sous-sol à Gorleben ont déjà coûté 1,5 milliards d'euros. D'autres sites potentiels vont être envisagés, y compris dans les *Länder* où il n'y a pas de centrales nucléaires.

En France, la décision allemande n'a guère suscité l'enthousiasme. Dans l'industrie nucléaire et chez les écologistes, on parle de *« décision purement politique »*. Dans l'entourage du président de la République, on fait gentiment remarquer qu' *« il n'y a pas de tsunamis en Bavière »* et on estime que l'Allemagne devra acheter de l'électricité (nucléaire) à la France. Chez les socialistes, on préfère parler de *« sortie de la dépendance au nucléaire »*, sans fixer de date précise. La dernière centrale française en activité doit s'arrêter en 2042. En principe.

Réacteurs déjà arrêtés après moratoire de mars 2011	**Opérateur**	**Mégawatt**	**Mis en service**	**Arrêt définitif**	**Arrêt 1**	**Arrêt 2**
Biblis A (Hesse)	RWE	1300	1975	2011	2011	2020
Biblis B (Hesse)	EnBW	1300	1977	2011	2012	2020
Neckarswestheim 1 (Bade-Wurtemberg)	EnBW	800	1976	2011	2011	2019
Brunsbüttel (Schleswig-Holstein)	Vattenfall, Eon	800	1977	2011	2012	2020
Unterweser Esenshamm (Basse-Saxe)	Eon	1400	1979	2011	2012	2020
Isar 1 Essenbach (Bavière)	Eon	900	1979	2011	2011	2019
Philippsburg 1 (Bade-Wurtemberg)	EnBW	900	1980	2011	2012	2020
Krümmel (Schleswig-Hostein)	Eon, Vattenfall	1400	1984	2011	2019	2033
Date de sortie / décision du gouvernement Merkel (CDU-FDP) du 6 juin 2011						
Grafenrheinfeld (Bavière)	Eon	1300	1982	2015	2014	2028
Gundremmingen B (Bavière)	RWE, Eon	1300	1984	2017	2015	2030
Philippsburg 2 (Bade-Wurtemberg)	EnBW	1450	1985	2019	2018	2032
Gundremmingen C (Bavière)	RWE, Eon	1300	1985	2021	2016	2030
Grohnde (Basse-Saxe)	Eon, Bielefeld	1400	1985	2021	2018	2032
Brokdorf (Schleswig-Holstein)	Eon, Vattenfall	1400	1986	2021	2019	2033
Isar 2 Issenbach (Bavière)	Eon, Munich	1400	1988	2022	2020	2034
Emsland Lingen (Basse-Saxe)	RWE, Eon	1400	1988	2022	2020	2034
Neckarswestheim 2 (Bade-Wurtemberg)	EnBW	1400	1989	2022	2022	2036

Liste établie dans l'ordre chronologique de l'arrêt définitif décidé en juin 2011; Arrêt 1 : décision du gouvernement Schröder (SPD-Verts) en 2000; Arrêt 2 : décision du gouvernement Merkel (CDU-FDP) en 2010.